

MALAUCENE. Conseils général et régional à la rescousse des Papeteries.

Relancer les repreneurs

■ C'est plus qu'un simple plan de repêchage que proposent les collectivités territoriales pour sauver au moins en partie les 211 emplois passés à la trappe par Schweitzer-Mauduit avec la fermeture du site des Papeteries.

Une réunion a eu lieu mardi en mairie. Autour de la table, Xavier Bernard, vice-président du Conseil général et élu du canton, deux techniciens du CG, une représentante de l'Association vaudoisienne de développement économique, Pierre Meffre, maire de Vaison et conseiller régional, Dominique Bodon, maire de Malauce, et Mme Ortéga en charge de l'action économique à la CoVe. Du côté des salariés, six papetiers accompagnés de Gilles Lemasson pour l'Union départementale CGT et de Thierry Georges secrétaire de l'Union locale CGT.

Ce dernier nous résume : « Les collectivités territoriales vont se

rapprocher très rapidement du conciliateur mandaté par le tribunal de commerce, pour obtenir des réponses précises : d'abord sur la question du prix de vente de l'usine ; ce prix ne devrait pas selon nous dépasser la valeur de 2 millions et demi d'euros à 3 millions d'euros (Schweitzer-Mauduit gonflant son prix pour amortir le plan social). Et puis nous voulons tous savoir pourquoi les autres repreneurs ne sont pas restés. »

L'intervention des collectivités territoriales fait renaître un semblant d'espoir, celui de voir se manifester des repreneurs : « Si on adopte la solution du portage, il sera possible de choisir et de proposer un crédit-bail au meilleur projet. » En attendant que cette nouvelle perspective se décante, une délégation doit rencontrer à nouveau le préfet demain vendredi. A suivre donc...

M.S

LA MARSEILLAISE
22/10/2009

Actualité

LA MARSEILLAISE 24/10/09



« Ce qui se met en place aujourd'hui aurait du être fait il y a quatre mois. »

MALAUCENE. Les salariés et la CGT ont rencontré le préfet.

Les papetiers gardent la main

■ Tenaces, les papetiers de Malaucène et le syndicat CGT, ils le sont, et c'est bien grâce à cette ténacité que le dossier laisse encore de l'espoir pour le site des papeteries. Hier, c'est avec le préfet que des représentants des salariés et du syndicat CGT avaient rendez vous pour évoquer le dossier, et ses blocages, pour parvenir à des solutions concrètes. Thierry Georges de l'UL CGT de Vaison, ne cache pas son indignation « C'est nous qui avons appris une certain nombre de choses au préfet qu'il ne savait pas... » des informations vitales qui auraient retardé le dossier de l'avenir du site. « Nous avons aussi appris récemment que Mauduit devait signer une convention avec l'agence de développement économique du département, mais n'a jamais retourné le document signé depuis le mois de juin. Ce document permettait à l'agence issue du conseil général de participer aux rencontres avec les repreneurs. » Le préfet par ailleurs ne leur a pas caché reconnaître le travail des militants CGT pour sauver l'entreprise et les emplois. Et s'est exprimé sur la proposition de portage par les collectivités « c'est une hypothèse qu'il accepte d'envisager si on est coincé avec les repreneurs. » Mais dès

maintenant le préfet veut avancer. « L'agence de développement économique va être chargée de recevoir les repreneurs et d'examiner leurs propositions. Parce que ceux qui ont été écartés l'ont peut être été parce que Mauduit n'en reste pas au prix d'estimation fait pour la liquidation, c'est à dire 2,5 millions d'euros... Nous avons aussi posé la question des moyens de pression de l'Etat, et on va vers un rappel à la responsabilité environnementale, sociale et fiscale de l'entrepreneur... » Du côté des salariés, comme le précise Jean Marc, élu du personnel, « le plupart d'entre nous sont en congé de mobilisation, jusqu'à la fin du mois. Ensuite c'est le congé de reclassement pour 9 mois. Si demain une solution est trouvée pour une reprise de l'entreprise, il sera toujours possible de revenir... Mais en attendant, je crois que l'employeur compte sur l'usure... On a perdu du temps, et ce qui se met en place aujourd'hui aurait du être fait il y a quatre mois. On a plus que jamais besoin que Schweitzer Mauduit puisse être contrôlé, ne pas les laisser décider seuls. » L'engagement du représentant de l'Etat et des collectivités locales, une bonne nouvelle, bien qu'un peu tardive.

CHRISTOPHE COFFINIER

SOCIAL

LA PROVENCE

24/10/09

Le préfet a bien entendu les papetiers de Malaucène

"C'était une réunion globalement positive", commentait hier Thierry Georges, de l'Union locale CGT, à l'issue de la rencontre avec le préfet François Burdeyron, et la sous-préfète de Carpentras, Marie-Gabrielle Philippe. Une quarantaine de papetiers avait fait le déplacement à Avignon: "Nous avons besoin de savoir où on va", disaient-ils, toujours aussi motivés par le devenir de "leur" entreprise, "même si certains travaillent sur des projets individuels", note Thierry Georges. Avec lui, un représentant de l'Union départementale CGT, Michel Lovera, et trois salariés qui ont demandé au préfet une réunion avec

l'État, Schweitzer-Mauduit, la CGT, l'Agence vaclusienne de développement économique et les élus, "car nous ne voulons pas que le groupe aille trop vite, par exemple en vendant les machines." François Burdeyron a été d'accord sur le principe, visiblement sensible à la volonté de transparence sur la vente du site, estimé, en janvier, à la valeur liquidative de 2,8M€. Quant au plan de sauvegarde de l'emploi, le préfet a affirmé qu'il serait strictement respecté: pour Schweitzer-Mauduit, l'addition s'élèvera à 17 M€. Enfin, il a jugé bonne l'idée de vendre les Papeteries aux collectivités territoriales. Rappelons que Biosyntec

est le seul repreneur déclaré mais selon la CGT, 3 ou 4 autres auraient été intéressés par le site. Un bon motif pour envisager de renouer le contact avec eux. ■

S.E.